

Une enfance à Constantine

Benjamin Stora

Dans ma vie, il y aura toujours un avant et un après « 16 juin 1962 ». Ce jour-là, avec ma famille, nous avons quitté Constantine, la grande ville de l'Est algérien, la troisième du pays par ordre d'importance, où je suis né et j'ai grandi. J'avais douze ans. Je suis allé vers un autre univers, dans l'oubli de la société d'Algérie dans laquelle j'ai vécu, et qui reviendra hanter ma mémoire bien plus tard.

Une ville haute et secrète

Je suis un enfant de culture citadine qui ne connaissait pas les joies de la campagne. Il a fallu la rencontre avec ma femme, avec qui je vis aujourd'hui, pour découvrir et aimer la nature. Cette origine citadine contredit un certain nombre de stéréotypes. Très souvent la tendance est de croire que les enfants « d'Européens » d'Algérie étaient des fils de colons. Ce n'est évidemment pas vrai.

J'ai toujours vécu dans une ville qui était doublement encerclée. D'abord sur le plan géographique, bâtie sur un rocher, d'accès difficile, assez impénétrable ; ce sentiment d'encerclement était très fort. Mais existait également l'enfermement à l'intérieur même de la ville. Durant les deux dernières années de la guerre d'Algérie, en 1961-1962, nous sortions très peu. Les enfants jouaient à l'intérieur des maisons, sur les terrasses principalement, ils ne s'amusaient plus dans les rues. Cette sensation d'encerclement géographique de la cité avec ses gorges gigantesques et ses ponts partout, était redoublé par l'enfermement né de la guerre, par le sentiment de ne plus être dans une ville ouverte, « normale ». J'ai toujours éprouvé cette position très particulière : vivre dans une guerre et en même temps dans une ville haute, secrète, austère, « fermée ».

Des frontières invisibles

Autre aspect de mon enfance, la vie dans un grand quartier juif, probablement le plus important de tout le Maghreb dans les années 1950. Il y avait près de 30 000 Juifs à Constantine, la « Jérusalem du Maghreb ». Je suis né le 2 décembre 1950, 2 rue Grand, dans le petit appartement familial, au cœur du quartier juif qu'on appelait le « Charah ». Juifs et Musulmans y vivaient imbriqués les uns aux autres, séparés du quartier dit « Européen ». Mon père m'a expliqué que c'était là que j'avais été circoncis une semaine plus tard, par un rabbin du quartier.

Deux villes effectivement se juxtaposaient : la judéo-arabe, la vieille ville, où s'entassait une population extrêmement nombreuse, complètement mêlée ; et l'européenne, à Saint-Jean, de l'autre côté de la ville. Il fallait traverser le square Vallet, la place de la

Brèche, remonter la rue Rolles de Fleury pour arriver place de la Pyramide. Là se trouvait le quartier européen. Je m'y rendais avec mes parents, mais nous sentions bien que c'était une autre ville. Une sorte de frontière invisible, jamais dite, apparaissait sans cesse entre les deux cités, les deux univers : l'univers plus européen, « métropolitain », venait se plaquer sur un monde plus traditionnel, se référant au vieux passé de la ville. Il faut signaler un processus.

Les Juifs qui, traditionnellement, vivaient avec les Musulmans, ont commencé à émigrer vers le « quartier européen » au milieu de la guerre dans les années 1958-1959. Ils utilisaient des arguments divers pour ce premier départ, tel que : « c'est plus moderne », « moins insalubre », mais cela indiquait une tendance, une orientation. C'était déjà le signe avant-coureur que la ville traditionnelle judéo-arabe se modifiait et commençait à se vider de ses habitants au profit de la ville européenne. C'était déjà le signe que la communauté juive attendait d'émigrer vers la « métropole », cette France mythique que bien peu connaissaient. A la fin des années cinquante, une partie de ma famille, du côté de mon père en particulier, avait déménagé dans le quartier européen où nous allions leur rendre visite le samedi après-midi. Mais avec mes parents nous sommes restés jusqu'au 16 juin 1962, rue Grand, Ce n'était pas le cas de l'ensemble de la communauté juive. La guerre avait séparé progressivement les communautés.

De Constantine, je garde en mémoire cette frontière invisible, cette ville presque coupée en deux. La sensation en était forte. Que l'on vienne de la place de la Brèche, ou que l'on remonte la rue Thiers, c'était pareil : à un moment donné, la frontière se devinait. Avec une autre histoire, des rythmes de vie et des sons différents. A la fin de la guerre d'Algérie, avec la création de l'O.A.S. en 1961, les manifestations pour « l'Algérie française » se déroulaient place de la Pyramide, dans le quartier dit européen. Je me rappelle, j'avais onze ans. La première manifestation pour « l'Algérie indépendante » à Constantine avait eu lieu rue de France, dans le quartier judéo-arabe. J'avais vu défiler fin 1961 des Algériens, qui arboraient le drapeau vert, rouge et blanc, avec le croissant en scandant « Algérie musulmane ».

Les bruits de la ville

Constantine est une ville particulière, fermée, austère, où tout se passe entre les murs. Dès que l'on se trouve à l'extérieur, ce sont les convenances qui priment. Et trop souvent, on a tendance à regarder une histoire par la fin, la tragédie, le départ, la séparation, la guerre, les attentats. Tout cela bien entendu, a eu lieu. Mais, je me souviens aussi, quand j'étais enfant, de la vie quotidienne et la grande gaieté de cette ville. Avec beaucoup de cafés et de musiques. La rue de France, prolongée par la rue Caraman, regorgeait de cafés fréquentés par des Juifs, des hommes bien sûr pour la plupart. Ce n'était pas seulement la ville de Raymond, le grand chanteur du « malouf », la musique arabo-andalouse de Constantine, des sons européens existaient aussi : Dario Moreno, Bambino,

Dalida, la musique rock. Vraiment je me souviens de tout cela, du café en face de chez moi avec son enseigne « Jacky Bar », d'où s'élevaient souvent les chansons d'Elvis Presley. J'écoutais, déjà, avant l'arrivée en France, les tubes de l'époque, les premiers succès de Johnny Hallyday. Les histoires de musique façonnent aussi un imaginaire de la ville. Une grande gaieté y régnait avec le temps des fêtes, des mariages, des circoncisions. Mon père allait quelquefois au café prendre l'apéritif avant de rentrer à la maison. Je l'accompagnais. Ça riait fort, ça parlait très fort, c'étaient les grosses blagues.

Les salles de cinéma étaient aussi pleines à craquer. J'habitais en face du « Vox », très connu à Constantine ; en 1959, il a changé de nom pour s'appeler le « Triomphe ». De la terrasse de ma maison, j'entendais la bande son du film et j'écoutais ce que disaient les acteurs, avant d'aller le voir. C'était émouvant et drôle. Je me rappelle des autres salles : « l'ABC », très beau avec son toit ouvrant ; le « Casino », bien sûr, détruit après l'indépendance. Une vraie perte que ce vieux bâtiment d'architecture coloniale, absolument somptueux. Les films n'arrivaient pas longtemps après leur sortie et étaient pratiquement programmés en même temps à Alger, Paris ou Constantine. C'est ainsi que j'ai vu « Le pont de la rivière Kwāï » dès sa sortie en 1957, « Quand passent les cigognes », « Le Beau Serge » de Claude Chabrol, « Plein soleil » de René Clément avec Alain Delon, les films sur la seconde guerre mondiale, les westerns. De là peut-être vient mon amour du cinéma.

Parmi les bruits de la ville, il y avait aussi les chants religieux des innombrables synagogues du quartier du « Challah », et l'appel à la prière du muezzin.

Dans la chaleur de la ville

Je garde vraiment le souvenir d'une ville gaie, où les gens faisaient la fête. Je le dis parce que souvent Constantine est associée à l'austérité. Enfant, je ne garde pas d'image d'austérité. Elle était secrète, fermée sur elle-même, mais une proximité physique, une sensualité s'en dégagait et ses deux communautés étaient joyeuses. A l'approche de l'été, la chaleur était terrifiante la journée. Dès que le soir arrivait, il commençait à faire un peu frais, très vite les gens sortaient. Par petits groupes, ils flânaient du lycée d'Aumale vers la place de la Brèche, en empruntant la rue Caraman. C'était toujours la même promenade, mais les gens se parlaient, se regardaient, se saluaient, ... se draguaient. « Passéo » très méditerranéen comme en Italie et en Espagne. Dans cette complicité communautaire et citadine, tout le monde connaissait tout le monde. Et quand ma mère, beaucoup plus tard dans l'exil, sortait dans la rue, elle disait, tristement, « ici, pas une tête connue »....

Nous vivions en évitant prudemment le soleil. Attitude méditerranéenne que cette hantise de la chaleur, l'obsession perpétuelle de se protéger de la « fournaise ». Dès que le soleil commençait à taper très dur, on se « cachait ». Les gens vivaient en fait beaucoup dans les appartements, persiennes fermés. Je me souviens de ma mère et de mes tantes qui en permanence aspergeaient à grands coups de jets d'eau le carrelage pour rafraîchir les maisons. Geste fondamental ! Pourtant, il y avait le grand problème de l'eau et mes parents

avaient fait construire un réservoir sur la terrasse. Il y avait des coupures plusieurs fois par jour et on devait toujours faire très attention à l'eau (comme éviter de tirer la chasse d'eau pour un oui, pour un non). La vie se passait dans cette sorte de pénombre et d'obscurité dans la journée, pour sortir en fin d'après-midi. Le souvenir de cette pénombre est associé à la sensualité dans les appartements. Les gens vivaient dans une grande proximité qui réveillait le désir sexuel.

L'été, nous allions à « Stora », une plage de Skikda (ex-Philippeville). Les plus riches louaient des maisons. Nous, nous partions le vendredi pour le week-end. L'été, pour nous, c'était les trois mois de vacances : du 1er juillet au 1er septembre, c'était le rush vers la Méditerranée, aller à la plage, se baigner, se brûler au soleil, rire dans les retrouvailles familiales. La plage, c'était vraiment du 1er juillet au 1er septembre, pas au delà. Drôle de règle. Plus tard, quand j'ai vécu à nouveau au Maghreb, au Maroc, c'était pareil. Le 2 septembre au matin il n'y a plus personne sur les plages, alors qu'il fait aussi chaud que la veille. L'été, c'est dans la tête. Le départ à la plage était une véritable aventure. Une aventure assez balisée quand même puisque tout était préparé. Les femmes s'occupaient de la nourriture : couscous, t'fina, etc. et organisaient notre déplacement sur le plan matériel...

Je suis allé au hammam très tard avec les femmes. Il y avait aussi celui des hommes. J'avais de la chance : j'allais avec les femmes jusqu'à 8-9 ans ! Jusqu'au jour où la gardienne du hammam a dit à ma mère « ça suffit ! Il est grand le gosse ! ». J'étais malheureux parce que je me suis retrouvé au hammam avec mon père et que ce n'était pas pareil. C'était vraiment...difficile. La proximité des garçons avec les femmes dans les appartements, les hammam, servait d'éveil à la sensualité, au désir.

Des images de la guerre

Le 1er novembre 1954 éclate l'insurrection. J'avais quatre ans. Mais la première image de la guerre d'Algérie qui surgit dans ma tête, brutalement, c'est l'entrée dans notre appartement de soldats français qui observaient les gorges du Rhummel tandis que d'autres, en contrebas, tiraient à la mitrailleuse sur les parois des gorges. C'était le 20 août 1955, les Algériens nationalistes étaient rentrés dans la ville. Ils avaient été repoussés, pourchassés. Installés sur les abords de la corniche, les militaires français tiraient sur ceux qui s'enfuyaient. J'avoue que ce fut une grande frayeur. L'autre image : les rues « barrées » par l'autorité militaire. Pour acheter le pain ou faire ses courses, il fallait effectuer un grand détour. On ne pouvait plus aller d'une rue à l'autre. Je me rappelle les barbelés, les barrages, les chicanes qui ont fait irruption en 1957-1958. La troisième image très forte est celle d'un attentat. Je revois un cadavre, brandi à bout de bras par des hommes. Je ne sais plus qui c'était, j'avais à peine six ans, et c'était la nuit. J'avais observé la scène du balcon de ma grand-mère. Le cadavre était posé sur un brancard de fortune. Une image de mort directe faisait irruption dans ma tête. Ces trois images me sont restées.

La peur

La guerre était présente dans les conversations des adultes, bien sûr. Ils disaient tout devant nous. J'avais très peur. Enfant, je n'avais pas conscience que je pouvais mourir, par contre je me souviens très bien d'une chose, je redoutais la mort de mon père. Il vendait de la semoule et quand il partait le matin pour le travail, il devait traverser la rue de France avant de remonter vers sa boutique, rue Richepanse. Il faisait 300 mètres à peine, mais je craignais qu'il lui arrive quelque chose, qu'il soit victime d'un attentat. Longtemps j'ai gardé cette peur en moi. Lorsque mon père est décédé, plus tard, en juillet 1985, tous ces souvenirs, ces images sont revenus. Mon père m'a eu assez tard, à plus de 40 ans. Ce n'était plus un jeune homme et je le sentais très vulnérable.

J'avais plus peur pour la famille très proche que pour la famille élargie. En effet, j'avais je ne sais combien de cousins germains, d'oncles et de tantes mais dans la situation de guerre la famille se resserre : le père, la mère, ma sœur, c'est le regard d'enfant que j'avais. Parce que l'appartement était exigu je dormais dans une chambre et mes parents dans une autre, séparée par une petite cloison. La nuit, je les entendais parler. Ils étaient inquiets, surtout vers la fin de la guerre. Ils se demandaient s'il fallait rester ou partir et comment faire dans ce cas (ils ne connaissaient pas la France). Ces conversations murmurées à mi-voix dans la nuit m'angoissaient. Les parents s'imaginent toujours, quand ils couchent les enfants, que ceux-ci dorment. Avec ma sœur, nous écoutions, à l'affût de la moindre information. Il n'y a rien de plus terrible pour un enfant que de sentir l'incertitude et la souffrance de ses parents. Le gouffre incertain qui s'ouvrait devant eux, et les peurs nocturnes s'ajoutant aux attentats, créaient un climat d'angoisse. Constantine a connu des irruptions brutales de la guerre comme le 20 août 1955, et quelques attentats à la grenade. Je me souviens aussi des plastiquages de l'OAS en 1961-1962. Presque toutes les nuits, j'étais réveillé en sursaut par le bruit assourdissant des bombes. L'OAS plastiquait les magasins ou les cafés des Algériens musulmans comme on disait alors. Vers la fin de 1961, les « nuits bleues » se succédaient. Il n'y avait plus de carreaux à nos fenêtres. Mon père les avait changés trois ou quatre fois, avant d'en avoir marre : il avait mis du plastique à la place des vitres.

Une photo de classe

Après la classe préparatoire, j'ai été mis à l'école Diderot qui avait une particularité : sa « composition ethnique ». Dans mon souvenir, il y avait dans ma classe à peu près quinze enfants juifs, sept à huit musulmans et sept à huit européens. A l'époque de l'école primaire, il y avait des enfants algériens. Sur les photos de classe, entre les juifs et les musulmans, il s'avère difficile de faire la différence. Ce sont des enfants d'Algérie. Mais quand je suis arrivé au lycée d'Aumale en 6e, le choc fut grand : il n'y avait pratiquement plus d'Algériens musulmans. Je ne comprenais pas ce qui s'était passé. Cette disparition me « travaillait ». En outre, les manifestations étaient pro-« Algérie française ». Dans les années

1961-1962, les élèves de Terminale se regroupaient dans la cour, criant « Algérie française », « De Gaulle au poteau », « Vive Salan », etc. Le paradoxe voulait que ce lycée soit implanté au cœur du quartier judéo-arabe, comme une enclave européenne. En tous cas, je le vivais ainsi.

De janvier à juin 1962, je n'allais pratiquement plus au lycée. Je restais à la maison, comme tout le monde. Nous n'avions pas de télé, seulement la radio. A la fin de ma scolarité dans le primaire, à l'école Diderot, la convivialité s'était effondrée entre Juifs et Musulmans ; la haine intercommunautaire s'était développée à l'école. Un fossé terrible s'était creusé, tout le monde se méfiait de tout le monde et quand les gens se croisaient, c'est la peur qui l'emportait. En 1961, la gaieté de 1959-1960 avait disparu.

La mort de Raymond

Enfant, j'avais intériorisé cette peur communautaire, d'autant qu'elle faisait référence à un événement lointain qui s'était imprimé dans l'imaginaire des Juifs de Constantine, avec les récits sur les affrontements sanglants du 5 août 1934, entre Juifs et Musulmans. Les « événements d'août 34 » continuaient d'exister dans les conversations, bien plus que la période de Vichy où les Juifs de la ville avaient été chassés de la fonction publique. Cette peur a été ravivée le 22 juin 1961, avec l'assassinat de « Raymond », Raymond Leyris dit « Cheikh Raymond », le grand chanteur de malouf. Il avait été assassiné au marché. C'était le choc pour les Juifs. Je m'en souviens bien. J'avais dix ans, je n'allais plus à l'école à cause des « événements ». Ma mère qui, à l'époque, faisait le marché tous les jours, ne savait quoi faire de moi ; une fois sur deux, elle m'emmenait avec elle. Quand les coups de feu ont retenti je me trouvais sur le marché d'en haut, place Négrier. La foule s'est immédiatement dispersée puis elle est revenue. « Ils ont tué Raymond ! » C'était quelque chose d'énorme, de gigantesque. La communauté juive de Constantine était choquée et bouleversée. Chez les Juifs, comme chez les Musulmans, l'enterrement se fait tout de suite. Il y avait beaucoup de monde : enfants, femmes et hommes, toute la communauté était dans la rue. Il ne faisait pas très beau ce jour-là, ciel gris, soleil voilé. L'un de mes oncles avait dit, en regardant le ciel : « Raymond a été tué. Même Dieu le pleure. » Je me souviens de cette phrase, et d'avoir suivi, avec mon père, le long cortège qui remontait vers le cimetière dans le haut de Constantine. Il était magnifique et se trouvait à côté du « Monument aux morts » qui domine toute la ville. Là-bas, les gens disaient : « on monte au cimetière ». L'expression est restée : quand mon père est mort, ma mère me disait, à Paris : « on monte au cimetière ». Je ne la contredisais pas. Une procession gigantesque a suivi la dépouille de Raymond qui a été enterré, si mes souvenirs sont bons, tout à fait au début du cimetière. C'était le grand tournant, le moment où ce qui restait de la communauté juive de Constantine en 1961 a choisi de partir vers la France. La question n'était plus de savoir s'il fallait partir ou pas, mais : « qu'est-ce qu'on va devenir là-bas ? »

Les préparatifs du départ

J'avais onze et demi, j'étais en sixième et je me souviens très bien de l'atmosphère de panique qui était née chez les Européens et les Juifs d'Algérie. Le départ ne s'est pas fait tout de suite après les accords d'Evian du 18 mars 1962, non ! On s'interroge beaucoup maintenant sur ces accords, mais là-bas personne ne se préoccupait de les lire. La plupart des gens ignorait leur contenu et n'en avait retenu que la date du référendum pour l'indépendance, fixée au début juillet.

Au fil des générations, et depuis le décret Crémieux de 1870, les Juifs d'Algérie se considéraient comme faisant partie de la communauté française. Ce référendum signifiait la fin de l'Algérie française. Le reste, comme avoir la double nationalité par exemple, ce n'était pas leur problème. Le referendum signifiait dans leur esprit la fin de la nationalité française. Les Juifs de Constantine, comme ceux de toute l'Algérie, ne voulaient pas revivre la période de Vichy où ils s'étaient retrouvés dans le statut de l'indigénat. Ils voulaient conserver la citoyenneté française obtenue depuis au moins trois générations.

Dès la fin mars et tout le mois d'avril 1962, les attentats et les plasticages de l'OAS ont alourdi l'atmosphère. La ville a été secouée par une série d'attentats au plastique. Les Juifs se tenaient sans une position d'expectative, de neutralité : ils ne pouvaient pas rejoindre l'OAS, organisation truffée d'anciens de Vichy qui les avaient exclus de la fonction publique quinze ou vingt ans auparavant ; ils ne pouvaient pas non plus être avec le FLN, se vivant complètement français depuis plusieurs générations.

Fin avril 1962 mon père a pris la décision de partir. Mais il avait un double souci qui l'angoissait terriblement. D'abord, comment partir ? Constantine n'étant pas en bord de mer, deux possibilités se présentaient : soit aller à Annaba (ex-Bône) pour prendre le bateau, soit partir par avion. Avoir des billets n'était pas du tout évident avec l'exode qui commençait et la panique qui régnait. Je me souviens très bien que mon père avait opté pour l'avion, pour cela il fallait faire la queue. Les places étaient distribuées, données ou vendues, je ne me rappelle plus, à la mairie de Constantine, en face de la place de la Brèche. La queue s'allongeait sur plusieurs centaines de mètres. Il fallait pratiquement dormir sur place pour être prêt le lendemain matin. Je me souviens que ma mère, ma sœur et mon père ont fait la queue pendant trois jours pour avoir les billets.

L'arrachement

Nous sommes partis le 16 juin 1962, parmi les derniers. Un camion de l'armée devait nous emmener à l'aérodrome militaire de Téliérghma, à quelques kilomètres de Constantine. Je savais que c'était un départ définitif. J'avais tellement entendu mes parents en parler pendant un an, sur la terrasse, dans leur chambre, avec les oncles, que j'en avais acquis la certitude. Je savais que c'était quelque chose de très grave. Ce n'était pas un départ en vacances, mais une déchirure. J'avais onze ans, mais j'avais compris la gravité des choses.

Je me souviens d'une scène cruelle : ma mère nettoyant à fond l'appartement avant

de partir. Jusqu'à la dernière minute, juste avant de descendre l'escalier pour monter dans le camion, elle lavait le parterre. Elle l'a nettoyé complètement sans prêter attention aux réprimandes de mon père qui trouvait son attitude totalement absurde. Elle y était extrêmement attachée et le considérait comme une espèce de joyau, alors qu'il était tout petit. C'était l'attachement à une histoire. Cet appartement, il était impeccable quand elle l'a quitté. Elle a même fini par laver l'escalier.

Le « cadre »

Le deuxième souci de mon père était ce qu'on appelait à l'époque le « cadre », pour mettre nos affaires le jour du départ. Il faut imaginer un exode. Je me souviens de cette vision incroyable de la rue de France, avec des dizaines de personnes qui mettaient leurs affaires dans les « cadres ». Mon père avait vu partir les gens qu'il connaissait, les voisins de palier, ses amis, ceux de son milieu social, ceux qu'il fréquentait en ville ou à la synagogue. Il avait réalisé que l'exode commençait et il a cédé, lui aussi, à la panique. Quand il a voulu partir, c'était trop tard pour faire le « cadre ». Impossible de l'expédier : trop de monde et trop de demandes. Mes parents l'ont donc laissé avec l'appartement. Nous sommes partis chaudement habillés, malgré la chaleur, pour une raison simple : nous ne pouvions pas mettre les manteaux dans les valises, cela prenait trop de place et nous n'avions droit qu'à deux valises chacun. J'en portais deux petites, ma sœur deux également, ma mère et mon père aussi. Quand on regarde les photos des rapatriés qui quittent l'Algérie en juin 1962, beaucoup portent manteaux et pull-over. Ceux qui ne pouvaient pas partir avec leur « cadre » emportaient avec eux avec le maximum d'affaires. Ceux qui partaient moins vêtus, cela signifiait que leur cadre était déjà envoyé. Ce n'était pas notre cas. En fait, mon père a cru jusqu'au bout qu'il pourrait rester en Algérie.

Il ne pouvait se résoudre à s'arracher à cette terre. A l'aérodrome de Téliérghma, sous un soleil de plomb, « emmitoufflés » dans nos manteaux, nous avons attendu plusieurs heures sur le tarmac avant d'embarquer. Mon père avait alors 53 ans, ma mère 46. Nous sommes arrivés de nuit à l'aéroport d'Orly où nous attendait mon oncle Robert.

Mon père est revenu à Constantine en septembre 1962 chercher les meubles et.... le « cadre » ! Tout l'été mes parents étaient obsédés par cela, récupérer leurs meubles. A l'angoisse des discussions nocturnes sur la guerre avaient succédé celles de l'été 1962 sur le « cadre », la perte possible de nos affaires. Quand mon père avait dit qu'il retournait les chercher, ma mère avait dit non, « si tu retournes, ils vont te tuer ». Lui savait qu'il ne risquait rien. Il soupçonnait deux de ses employés, Sebti et Smaïl, d'être au FLN, même s'ils le niaient. En effet, mon père était en contact avec l'univers politique algérien, il connaissait personnellement Abdelhamid Ben Badis¹ car son magasin était en dessous de l'immeuble où habitait ce dernier¹. Mon père avait une culture de l'Algérie, qu'il m'a transmise d'ailleurs,

¹ Cheikh Abdel Hamid Ben Badis (1889-1940) réformiste musulman et écrivain de Constantine, promoteur d'un renouveau religieux et national à travers ses écrits et son mensuel *Al Chihab* (1925-1940) (Note des éditeurs).

et qui n'était pas celle de ma mère, plus traditionnelle, plus communautaire juive.

Il est donc retourné en septembre 1962 ; il a fait le cadre et il est revenu avec. Il nous a raconté son arrivée à Constantine. A l'aéroport de Aïn El Bey, il avait pris un taxi dont le chauffeur, qui était de Khenchela, le connaissait. Il l'avait reconnu immédiatement et s'était mis à pleurer en lui disant « pourquoi vous êtes parti ? Ce n'est pas possible cette histoire ; il faut revenir, c'est votre pays ». Et il était resté avec lui le temps de son séjour, trois ou quatre jours. Mon père était extrêmement ému par cet accueil. Lui aussi avait pleuré. Il savait qu'avec le cadre expédié par Annaba, c'était fini. Il m'avait raconté qu'il était « monté » une dernière fois au cimetière pour voir la tombe de son père. Quand je suis retourné à Constantine, en 1983, il m'avait demandé d'y aller et de prendre des photos. Je voulais exaucer ce vœu absolument et j'avais pris un appareil, mais j'étais tellement ému par ce premier retour, que je n'ai pas trouvé la tombe. Je ne l'ai pas dit à mon père. C'était un mensonge, je ne pouvais pas lui dire autre chose.

Quand je suis retourné à Constantine en octobre 1985, j'ai retrouvé tout de suite la tombe mais mon père était mort le 1er juillet à Sartrouville, en banlieue parisienne. Quand j'ai vu la tombe de mon grand-père, j'étais profondément troublé. Y était gravé : « Benjamin Stora ». Je porte le même prénom. J'éprouvais la sensation étrange que c'était ma propre tombe qui était là, à Constantine.

1. Ben Badis (1889-1940), penseur et journaliste. Promoteur du réformisme musulman dans ses écrits et son mensuel *Al Chihab*, "Le Météore" (1925-1939). Élu président de l'Association des oulémas, en 1931, il fut aussi un défenseur du nationalisme algérien.

Extrait de la Méditerranée des Juifs
Exode et enracinements
L'Harmattan 2003